

LA MAUVAISE GRAINE

Feuille d'information du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste

groupe-proudhon@federation-anarchiste.org



Le pouvoir socialiste détruit nos droits.

Depuis son élection en 2012 à la présidence de la République, François Hollande et son gouvernement prétendu « socialiste » font preuve d'une froide cohérence politique, bien loin de l'image du « Flamby » véhiculée par certains médias qui se voudraient satiriques.

Cette politique, c'est la destruction du Code du travail, des conventions collectives et une attaque en règle contre les derniers acquis sociaux des travailleurs. Car le soutien de l'État au patronat ne se traduit pas seulement par l'octroi de cadeaux fiscaux aux montants astronomiques (plus de 40 milliards d'euros en trois ans !) ; c'est aussi une sévère « réforme » du marché du travail et du fonctionnement de l'entreprise, avec l'instauration de ce qu'ils appellent la « flexi-sécurité » (pouvoir licencier plus facilement et précariser davantage les conditions de travail pour, soi-disant, créer des emplois). Une politique qui a depuis longtemps prouvé son échec (le chômage ne diminue pas, les patrons ne tiennent pas leurs engagements), mais que le gouvernement continue d'appliquer, avançant cette fois à marche forcée.

Après les lois Macron et Rebsamen, véritables bombes antisociales, la dernière attaque en date a pris la forme d'un rapport, élaboré par un certain Jean-Denis Combrexelle, concernant une refonte du Code du travail. L'idée est vieille comme la droite : il faut assouplir ce Code-là ! Car le célèbre livre rouge, qu'on dit complexe et illisible, serait, bien sûr, le responsable du chômage, de la crise, de la misère sociale (et pourquoi pas aussi de la guerre en Syrie ?). Les patrons, pauvres malheureux, n'arriveraient pas à se dépatouiller avec ce gros livre, rechignant, de fait, à créer de nouveaux emplois. Que dit ce rapport et en quoi ne laisse-t-il rien présager de bon pour notre avenir de travailleur ?

Les classes politiques et capitalistes marchent main dans la main

Le 31 décembre 2015, le président de la République, non content de se cantonner à sa politique sécuritaire et répressive désormais décuplée par l'instauration de l'état d'urgence, décrétait également dans son discours « l'état d'urgence économique et social ». Le gouvernement semble donc s'être découvert une nouvelle tactique d'enfumage politique dont personne n'est dupe : il suffirait de mettre « état d'urgence » devant une thématique pour justifier et légitimer les politiques les plus violentes, que ce soit sur le plan répressif ou sur le plan économique et social.

Depuis l'accession au pouvoir du Parti socialiste en 2012, les coups continuent de pleuvoir sur le Code du travail et les droits des salariés, mais cette déclaration indique sans nul doute que la violence économique de la classe politique va passer à la vitesse supérieure tout en s'embarassant de moins en moins de faux-semblants.

La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est une organisation politique basée sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) qui garantit aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni États, sans patries ni frontières.

Nous voulons rendre possible l'édification d'un ordre social basé sur l'entraide, la solidarité, fondé sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'Idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.



Ainsi, début février, le gouvernement, ministre du Travail, de l'Économie et des Finances en tête, annonçait vouloir réinstaurer un système de baisse progressive des allocations chômage, alors qu'un tel modèle avait déjà montré son inefficacité par le passé. Entre 1992 et 2001, durée pendant laquelle ce système a fonctionné, les indemnités baissaient au bout de neuf mois de 17 % tous les quatre mois jusqu'à atteindre un palier minimal à hauteur de 2 000 francs à l'époque, mettant ainsi le couteau sous la gorge de ceux rejetés par le sacro-saint marché du travail.

Parallèlement, le projet de loi El Khomri prévoit un plafonnement des indemnités prud'homales versées aux salariés en cas de licenciement abusif ; manière de sécuriser les dirigeants d'entreprise quand ceux-ci voudront jeter des salariés récalcitrants ou jugés pas assez rentables. Le rêve du patronat va pouvoir devenir réalité : des licenciements tous azimuts à prix discount ! Et ce n'est pas tout ce que contient ce projet de loi, qui voudrait entériner : le fractionnement des 11 heures de repos obligatoire par tranche de 24 heures ; la possibilité pour une entreprise de baisser les salaires et de changer le temps de travail, par simple accord ; la possibilité pour l'employeur de décompter les temps d'astreinte des temps de repos ; la possibilité de faire travailler les mineurs 10 heures par jour et 40 heures par semaine ; la suppression comme norme du plancher de 24 heures hebdomadaires pour un contrat à temps partiel ; la possibilité de rémunérer cinq fois moins les heures supplémentaires par simple accord d'entreprise ; la possibilité d'imposer une mesure par référendum contre l'avis de 70 % des syndicats ; la possibilité pour une entreprise de faire un plan social sans difficultés économiques ; la possibilité pour l'employeur de licencier un salarié qui refuse une modification de son contrat de travail après un accord d'entreprise ; la possibilité de passer de 10 heures à 12 heures de travail maximum par jour par simple accord.

Le grand chef du patronat, Pierre Gattaz, déclarant que les mesures proposées « vont dans le bon sens », applaudit des deux mains devant les annonces du gouvernement comme une otarie obèse frétilant devant la promesse d'une nouvelle friandise. Rappelons la promesse faite en 2013 par le premier patron de France de créer un million d'emplois en échange de baisses de cotisations et la mise place sans contrepartie réelle du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Évidemment, nous n'étions pas dupes sur les promesses d'un patron et les gesticulations du gouvernement ! Preuve supplémentaire, s'il en fallait, que la classe politique et la classe capitaliste marchent main dans la main, mues par les mêmes intérêts d'exploitation et de répression. Pour autant, cela n'a pas empêché le leader du Medef de réclamer encore plus de démarches en faveur du patronat, appelant de ses vœux un « contrat de travail agile ». Doux euphémisme pour évoquer un contrat de travail flexible et précaire faisant peser l'ensemble des risques de leur système capitaliste sur les salariés. D'autres grands patrons souhaitent, quant à eux, carrément la disparition du CDI, qu'ils jugent obsolètes et inadaptés à « l'économie contemporaine ». Le cynisme de ces nantis élevés dans leurs privilèges de classe atteint des sommets.

Ces politiques libérales et violentes visant toujours les classes sociales les plus populaires s'accompagnent parallèlement d'un phénomène de stigmatisation ou de répression à l'endroit de tous ceux qui ne feraient pas les affaires de ces classes dominantes. Dans l'ambiance politique ultra-sécuritaire, le droit de grève et la moindre combativité des salariés sont attaqués et incriminés de violences. Pourtant, il est systématiquement omis

de rappeler que des centaines de travailleurs sont tués chaque année par des accidents de travail et des maladies professionnelles et des milliers sont mutilés à ces occasions sans qu'aucun patron ne passe devant les juges et n'aille en prison pour ce motif. Ainsi, on criminalise les syndicalistes, comme ceux de chez Goodyear, qui osent répondre à la violence économique dont ils sont l'objet, ou encore, comme le chef de département Éric Staumann, dans le Haut-Rhin, on souhaite conditionner l'attribution du RSA à des heures de bénévolat. Cette mesure qui, en plus de stigmatiser les sans-emplois, semble renouer avec l'un des vieux fantasmes du patronat : celui de faire travailler sans avoir à rémunérer.

Face aux attaques de ces classes dominantes qui œuvrent ensemble à la construction d'un monde d'exploitation dont ils seraient les seigneurs incontestés, il n'existe qu'une seule alternative : celle de l'organisation et de la lutte syndicale et politique.



Retrouvez les militantes et militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste à la librairie associative

L'Autodidacte – 5 rue Marulaz (Besançon)
les mercredis de 16h à 19h et les samedis de 15h à 19h

contact :
CESL ; BP 121 ; 25014 Besançon cedex

groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

<http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com/>